

Quatrièmement, coopérer n'est pas capituler. Adhérer librement au GATT, à l'OTAN ou à un pacte international est en soi un exercice de souveraineté. En devenant partie à un accord international, une nation doit naturellement s'attendre à une certaine diminution de sa liberté d'action, mais tout pays digne de ce nom ne signera un accord que s'il en retire au moins autant que ce qu'il doit concéder.

En ce qui concerne le commerce canado-américain, le gouvernement doit relever un défi de taille. Nous devons affronter les réalités économiques internationales, le fait que le Canada est l'un des rares pays industrialisés de l'Ouest à ne pas avoir d'accès sûr à un marché d'au moins 100 millions de consommateurs, le fait que les forces protectionnistes exercent d'énormes pressions sur le Congrès américain. Nous travaillons à édifier des relations commerciales meilleures et plus sûres avec les États-Unis, qui absorbent les trois-quarts de nos exportations. Notre prospérité économique est en jeu. Or, sans elle, nous ne pourrions ni maintenir les forces armées qui défendent notre souveraineté, ni faire vivre les industries culturelles qui contribuent à définir notre identité nationale.

La libéralisation du commerce canado-américain a fait surgir toutes sortes de prophètes de malheur qui annoncent la disparition ou l'atrophie de nos institutions culturelles et des mécanismes de développement régional. Le gouvernement est absolument déterminé à préserver ces institutions et les autres intérêts nationaux d'importance vitale. Je l'ai dit et pourrais le répéter jusqu'à en perdre la voix. Mais je crois qu'il vaut mieux dire simplement que nul n'est plus conscient que moi du fait que nous serons en fin de compte jugés sur ce que comportera l'accord de libéralisation. S'il devait comprendre des éléments qui compromettent nos intérêts nationaux, les institutions nationales que nous chérissons, ou notre capacité d'expression culturelle, les Canadiens le rejetteraient et nous rejetterions également. Il ne comportera pas de tels éléments, car s'il en comportait je ne m'y associerais pas moi-même.

Tout changement suscite la peur, et la peur de certains critiques de notre initiative commerciale frôle l'hystérie. Je parlerai brièvement de deux objections fondées sur cette peur.

La première repose sur la crainte que nous perdions notre indépendance, particulièrement au niveau de la politique étrangère. La deuxième, sur la crainte que les Canadiens ne puissent faire face à la concurrence. Ceux qui font ces objections dévalorisent le Canada.